

Zeitschrift: Serie Ares : histoire militaire = Militärgeschichte
Herausgeber: Association suisse d'histoire et de sciences militaires
Band: 5 (2021)

Artikel: Le service de renseignement de Belfort et la Suisse pendant la Première Guerre mondiale
Autor: Sawicki, Gérald
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1043674>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Gérald Sawicki

Le service de renseignement de Belfort et la Suisse
pendant la Première Guerre mondiale

Belfort war eine der erfolgreichsten Posten des französischen Nachrichtendienstes während des Ersten Weltkriegs. Seine hervorragenden Quellen, zu grossen Teilen elsässischer Herkunft, fanden in der Schweiz eine wertvolle Umschlagstelle. Als Flügelnachrichtendienst, der rechts der Front lag und sich über die ganze Schweiz erstreckte, wurde er genutzt, um neue Zweigstellen an der Grenze zu schaffen, die sich dann im Lauf der Zeit mehr und mehr nach Süden verschoben. Seine Untersuchungen galten vor allem dem Stand der Neutralität der Schweiz und der Lage ihrer Armee im Fall eines deutschen Einmarsches.

Der Waffenstillstand 1918 stoppte die Aktivitäten des Posten Belfort nicht. «Kritisch geschrumpft» behielt er nur seine Schweizer Ableger. 1919 wurde er zum Nachrichtendienst des Elsass in Strassburg gemacht und erhielt als neue Aufgabe, sich über Süddeutschland, die Nordschweiz und das Tirol kundig zu machen. 1925 wurden seine Übermittlungsanlagen in Basel und Zürich abgebrochen. 1927 wurde er auch in Belfort abgelöst. Getarnt als militärischer Kommunikationsdienst fuhr er mit seinen Aufklärungsaktivitäten in der Schweiz fort, denn das Land blieb «eines der hauptsächlichen Schlachtfelder des geheimen Kriegs in Westeuropa». Es verdankte dies «seiner geopolitischen Lage wie auch der Präsenz des Völkerbunds».

Après 1871, la France tira les leçons d'une guerre avec l'Allemagne qu'elle perdit également dans le domaine du renseignement. Dans le cadre de la création des bureaux de l'État-major de l'armée fut fondé à Paris un service central permanent de renseignement militaire. Des postes frontières furent implantés progressivement comme le service de renseignement (SR) de Belfort dans les années 1880. A la veille de 1914, trois postes faisaient face à l'Allemagne : Belfort, Nancy et Mézières. Proche de l'Alsace et de la Suisse, le SR de Belfort possédait certaines particularités remarquables que la Grande Guerre ne fit que renforcer. Le territoire helvétique devint un théâtre d'opérations de ses activités. Il lui fournit de nombreux agents et renseignements non seulement sur les Empires centraux mais aussi sur la Suisse tant dans les domaines politique et économique que militaire.

Quelles furent les méthodes et agents du SR de Belfort employés en Suisse ? Quels furent les principaux renseignements obtenus sur le gouvernement, l'armée et l'opinion publique helvétiques ?

La Suisse : Un théâtre d'opération du SR de Belfort

Le SR à la veille et au début de la guerre de 1914

Dès avant la guerre, le SR de Belfort utilisa le territoire helvétique pour recruter et donner rendez-vous à ses agents. Le 2 décembre 1910, par

exemple, le chef du SR, le capitaine Charles Lux se rendit à Rheinfelden en Suisse rencontrer l'agent HH mais ce dernier était un agent double au service du chef de la police politique de Strasbourg Bauer. Il employa le coup classique de provocateur. Lux se dirigea sur Romanshorn, une petite localité au bord du lac de Constance et se fit inscrire à l'hôtel sous le nom de Lang, ingénieur à Bâle. Le lendemain, il prit le bateau pour Friedrichshafen où se construisaient les dirigeables Zeppelin. Immédiatement arrêté en Allemagne, il gagna assez de temps pour que son adjoint le lieutenant Muller puisse récupérer à l'hôtel ses bagages, qui comprenaient des papiers compromettants. Condamné à six ans de réclusion, Lux s'évada spectaculairement de la forteresse de Glatz en Silésie en décembre 1911¹⁴⁰. Nommé en avril 1913, son successeur, le capitaine Louis Andlauer allait lui-aussi « très fréquemment » en Suisse¹⁴¹. Le 6 juillet de cette année, son adjoint le lieutenant Huard eut une entrevue dans une chambre d'hôtel de Porrentruy avec un agent surnommé l'Autrichien. Il copia une série de numéros des *Korps-Verordnung-Blätter* du XIV^e Corps d'armée allemand. Ces documents étaient « tout à fait sérieux » car ils permirent de se rendre compte de la constitution du 1^{er} régiment d'infanterie de réserve allemand¹⁴². Andlauer prit également contact en Suisse avec des personnalités alsaciennes, qui serviraient d'agents en cas de tension politique et de guerre. C'était des opérations « très délicates » car il ne fallait s'adresser qu'à des personnes « d'un patriotisme bien éprouvé, très prudentes, intelligentes ». Le chef du SR établit « un nombre assez respectable » de postes clandestins d'internement de pigeons voyageurs en Alsace, en Bade et en Suisse¹⁴³. Quatre agents « plus ou moins confirmés » se fixèrent à Bâle ou aux environs¹⁴⁴. Le SR suisse remarqua que beaucoup de lettres contenant des ordres à destination des agents français en mission en Allemagne passaient par cette ville, « plaque tournante idéalement placée entre la France, l'Alsace annexée et la Suisse »¹⁴⁵.

Les Allemands faisaient de même : un des agents les plus actifs de Bauer, Paoli Schwartz alias agent 39, évaluait les espions avant leur recrutement. En janvier 1912, ces entretiens se déroulèrent à Bâle avec un brigadier et un agent russe et à Genève avec un nommé Truhin. En juillet, il fit un rapport sur ses observations à Delémont et à Bâle. En janvier 1914, il arrêta à Saint-Louis en Alsace, après une filature en Suisse, un agent français qualifié par les services de Bauer comme « très dangereux »¹⁴⁶.

A la déclaration de guerre, Andlauer devint chef du 2^e bureau du gouvernement de la place de Belfort où il s'occupa de contre-espionnage¹⁴⁷. Mais lors de la création le 11 août 1914 de l'armée d'Alsace commandée par le général Pau, il fut nommé chef de son SR. Il y rendit « les plus grands services » car il possédait de « puissants moyens d'investigation ». La Suisse fut le terrain de jeu d'opérations d'intoxication. Andlauer mit en garde contre les renseignements provenant de ce pays par les agents diplomatiques fran-

çais. Selon le général Buat, chef d'état-major de l'armée d'Alsace, ceux-ci étaient « presque tous faux » au point que les autorités militaires françaises les prenaient à contre-pied. Ils étaient répandus par les Allemands, qui avaient organisé en Suisse « une vaste usine de faux bruits » ne trompant « d'ailleurs personne » :

« Nous profitons nous-mêmes des nombreux agents que nous avons dans ce pays pour propager la nouvelle de l'arrivée prochaine en Haute-Alsace des divisions des tirailleurs de l'Afrique du Nord »¹⁴⁸.

Après la dissolution de l'armée d'Alsace le 26 août, Andlauer réussit à rattacher directement son SR au Grand quartier général (GQG) de l'armée française. Les renseignements du front furent réservés au SR d'Armée tandis que la Suisse fut dévolue au SR de Belfort. Dès la fin 1914, Andlauer construisit un SR d'aile en pleine indépendance et appuyé par le commandement. Son théâtre d'action principale portait sur l'Alsace et l'Allemagne du Sud par la Suisse¹⁴⁹.

Le recrutement d'agents de renseignement en Suisse

Les 1^{er} et 2 août 1914, le « petit service de Bâle » du SR de Belfort fut anéanti. À l'instigation du contre-espionnage allemand, la police fédérale arrêta un « nid d'espions » composé de neuf Français et d'un Suisse. Parmi eux se trouvait le principal interneur de pigeons voyageurs d'Andlauer. Deux Français de Bâle conduisant une automobile venant de Belfort furent appréhendés avec cinquante pigeons. L'un d'eux réussit à détruire des dépêches. Seuls quatre pigeons accomplirent leur mission. Cette affaire eut un prolongement. Trois mois plus tard, la *Kommandantur* de Mulhouse ordonna la destruction de tous les pigeons de la ville alsacienne¹⁵⁰.

Instruit de cet échec, Andlauer dut reconstruire. Il ne put d'abord pas compter sur l'ambassade à Berne et les consuls de France. Dès avant 1914, ceux-ci ne lui apportèrent aucune aide car ils estimaient son service « compromettant » et ses agents « trop peu recommandables ». Même le 28 juillet 1914, lors de la tension politique, ses collaborateurs furent mal accueillis par le consul de Bâle¹⁵¹. Le chef du SR demanda à trois personnalités alsaciennes de l'industrie et du commerce, qui venaient de s'engager dans l'armée française, de s'installer en Suisse. « Hommes honnêtes, avisés et habiles », ils recrutèrent parmi leurs relations une dizaine de notabilités de premier plan « intelligentes et adroites » habitant Zurich, Bâle, Delémont, Porrentruy, Boncourt, Neuchâtel, Lausanne, etc. Non compromises aux yeux des autorités fédérales « par une francophilie intempestive », elles avaient des relations d'affaires sûres avec l'Alsace et l'Allemagne du Sud.

Le but était d'avoir dans l'Empire allemand des organes travaillant pour le SR et des agents employés dans des usines de guerre ou touchant de près les hommes politiques au pouvoir. Les recruteurs en Suisse se mirent en rapport avec des Alsaciens de marque de tous milieux sociaux animés du « patriotisme le plus pur et prêt à tout instant au suprême sacrifice »¹⁵². Le meilleur fut un pharmacien alsacien de Bâle nommé Zugmeyer (alias B300). Il lui procura ses agents les plus précieux, ceux de la série 300 et, par eux, des renseignements « d'une valeur capitale »¹⁵³.

Andlauer utilisa beaucoup de Vieux-Allemands, qui « ne travaillaient pas pour l'amour de la France » et qui n'étaient pas « des prix de vertu ». Trois d'entre eux furent de premier ordre, l'ancien juge-suppléant Ross de Francfort et deux mobilisés, l'un sur le front Ouest, l'autre au central téléphonique de Mayence. Leur recrutement s'était encore déroulé en Suisse et les renseignements, qui passaient dans ce pays, étaient écrits sur des journaux avec de l'encre sympathique. Ils furent condamnés à mort en 1917 et leurs complices à Genève se virent infliger par les tribunaux suisses quelques années de prison¹⁵⁴.

Le SR de Belfort surveillait de hautes personnalités allemandes, qui séjournaient en territoire helvétique. Un familier de l'une d'elle fut un collaborateur dévoué d'Andlauer¹⁵⁵. Le SR se procura des renseignements de déserteurs allemands arrivés en Suisse. En juin 1915, l'un d'eux révéla l'existence de dépôts de munitions et d'une batterie lourde dans des villages proches de Mulhouse¹⁵⁶. À Bâle, Eugène Degermann engageait les déserteurs alsaciens à se faire interroger. Alsacien ayant lui-même déserté en septembre 1915, il rendit au poste de Belfort « des services importants et complètement désintéressés ». Menacé d'arrestation par la police suisse, il se réfugia en France et continua à travailler pour les services français¹⁵⁷.

Des ressortissants helvétiques fournirent de précieux concours. Selon Andlauer, la population était nettement francophile dans les cantons voisins de la France, où « le dévouement à notre cause atteignait parfois un degré tel qu'il en devenait gênant ». Il trouva en Suisse romande des policiers, qui favorisaient les allées et venues des agents français et étaient en mesure de les prévenir en cas de danger. Un Alsacien du SR, l'officier interprète Glassmann dit Leverrier fit même partie de la police secrète d'un canton suisse. De son côté, le SR militaire allemand dirigé par le major Nicolai trouva de nombreux appuis en Suisse alémanique. Les polices de Bâle et de Zurich étaient « tout à fait à sa dévotion ». Dès la fin 1915, le chef de la police bâloise Muller allait « plusieurs fois par semaine faire son rapport et recevoir ses directives » au SR allemand de Lörrach. Andlauer rendit lui-aussi hommage à quelques Suisses alémaniques. Un fonctionnaire de Berne lui procura « quantité de télégrammes chiffrés envoyés à Berlin par l'ambassade d'Allemagne »¹⁵⁸.

La transmission des renseignements par la Suisse

Les renseignements devaient être transmis le plus vite possible sous peine d'être périmés avant d'être exploités. Pour traverser la frontière germano-suisse, Andlauer mit en œuvre des procédés variés. Dans la partie correspondant au Rhin et au lac de Constance, des agents empruntaient parfois « quelques frêles embarcations », poursuivis à partir de 1916, par des « vedettes allemandes, armées de mitrailleuses et munis de projecteurs ». À la frontière avec l'Alsace, les Allemands délimitèrent une bande de terrain appelée zone neutre. La circulation vers la Suisse était à peu près libre mais le passage vers le reste de l'Alsace n'était autorisé qu'exceptionnellement. À partir de 1915, cette ligne de démarcation fut complétée par des barrières de fil de fer barbelées puis électrifiées en 1917 avec cinq points de passage gardés par des patrouilles allemandes de *Landsturm*. D'après Andlauer, « tout ceci ne servait pas à grand-chose ». Des agents la franchissaient en utilisant des chaussures et des gants en caoutchouc ainsi que des échelles et des instruments pour écarter les fils. Des soldats de garde se laissaient « assez souvent attendrir ou séduire »¹⁵⁹. Les fils électriques n'étaient pas toujours alimentés. On réussit à « connaître les heures de coupures » et à « soudoyer un employé de la centrale de Waldighoffen », qui acheminait le courant¹⁶⁰.

Les nécessités de ravitaillement permirent de trouver de « fidèles auxiliaires »¹⁶¹. Il en fut de même à la frontière avec l'Alsace reconquise. Les habitants de Pfetterhouse purent s'y approvisionner, ce qui permit au SR de poster à la douane un agent de surveillance et d'« entretenir certaines relations avec la Suisse, sans éveiller l'attention de l'autorité militaire suisse ». Des lettres ou des renseignements venant de ce pays furent transmis au SR de Réchésy, une succursale du poste de Belfort. Celui-ci obtint le monopole d'importation du chocolat à son agent de Pfetterhouse Bernard Ley, qui avait rendu « depuis longtemps pour le transport des lettres, etc, des services non rétribués en argent »¹⁶².

Même lors des *Grenzsperren* – fermetures absolues de la frontière germano-suisse –, des notabilités purent passer. Le 10 février 1916 par exemple, le SR de Belfort annonça la bataille de Verdun jusqu'aux points d'attaque « en vue du développement ultérieur de l'offensive vers Douaumont ». Les renseignements provenaient d'« excellentes sources », des Alsaciens « très sûrs » appartenant à diverses formations allemandes (artillerie lourde, unités d'infanterie du XV^e corps d'armée) amenées sous Verdun. L'un d'eux, officier de réserve, se rendant compte de l'imminence de l'attaque, quitta irrégulièrement son unité pour porter les précieuses informations au professeur de médecine Léon Blum¹⁶³, qui faisait partie à Strasbourg d'un organe collecteur du SR. Le message fut confié à plusieurs émissaires chargés de traverser la frontière. L'un d'eux, Edmond Stoerr, un entrepreneur

de carrières alsacien d'Andlau, qui joua pendant la guerre « un rôle magnifique de dévouement et d'habileté », arriva à Bâle dans la nuit du 9 au 10 février. Un autre n'aboutit à Bellegarde que le 14 février. Parvenus à Belfort le 10 février à 12h30, les renseignements furent immédiatement transmis au GQG. Au téléphone avec le chef du 2^e bureau, le colonel Dupont, Andlauer insista sur la qualité des informateurs et sur la haute valeur du rapport. Invité à donner son avis, il répondit : « Tout sur Verdun, rien de sérieux ailleurs »¹⁶⁴. Une autre excellente source alsacienne d'Andlauer était le docteur Jules Wallart¹⁶⁵. Ancien directeur de l'Hôpital militaire allemand de Saint-Louis en 1914-1915, il habitait dans la zone neutre. En qualité de médecin, il pouvait circuler au nord de la barrière germano-suisse avec « la confiance absolue de l'autorité militaire allemande » et se rendre en Suisse. Grâce à des amis, qui l'aidaient dans l'observation des transports de troupes par chemin de fer, il recueillit tous les indices de départ de la 12^e division allemande vers le front italien où se déroulerait la bataille de Caporetto en octobre 1917¹⁶⁶.

La mission de diriger les renseignements vers la frontière franco-suisse revint aux trois recruteurs alsaciens fixés en Suisse. Ils firent appel à des amis suisses mais leurs voyages très fréquents à la frontière les rendirent suspects. Début 1916, à la suite de dénonciations allemandes, les trois Alsaciens se réfugièrent en France tout en ayant trouvé des remplaçants¹⁶⁷. Les consuls de Bâle et de Zurich assurèrent alors la liaison entre les agents et l'annexe du SR à Pontarlier¹⁶⁸. Le consul de Bâle Farges et son successeur Desjardins coururent « dans certaines circonstances graves » « des risques très sérieux »¹⁶⁹. Andlauer noua avec ce dernier et le consul de Zurich Feit, nommé en 1917, « des relations vraiment cordiales ». Au début de 1918, le nouvel ambassadeur de France à Berne Dutasta prit comme conseiller privé un Alsacien, le docteur Pierre Bucher¹⁷⁰, jusque-là sous les ordres d'Andlauer à Réchésy. Le SR connut en Suisse « un régime vraiment inespéré ». Dutasta vint même à Belfort régler certains détails. Dans les consulats de Bâle et de Zurich, un officier du SR prit la couverture d'attaché commercial. Andlauer possédait désormais dans ces villes « deux véritables filiales », qui travaillaient « fort bien ». Les liaisons se faisaient par courrier diplomatique Bâle-Delémont-Delle créé spécialement en octobre 1918¹⁷¹.

Auparavant, les courriers passaient par les annexes du SR de Delle puis de Morteau, de Pontarlier et de Frasné dans le Jura français. Dans les moments critiques, des courriers extraordinaires faisaient le trajet Bâle-Boncourt. Une liaison télégraphique par code, qui rendit « très bien à certaines heures graves », fut mise en place entre le pharmacien Zugmeyer de Bâle et un médecin de Delémont dans lequel il était question de médicaments. Le message était transformé en un autre, où l'on parlait de tabacs ou de cigares¹⁷². Dans l'autre sens, toute la correspondance destinée en 1918 à Zugmeyer était acheminée à l'adresse de Leverrier à Pontarlier. La

maison Arys de Paris assurait la couverture des agents secrets et les correspondances adressées en Suisse parlaient « d'affaires de parfumerie, prix-courants, conditions, remises, etc. »¹⁷³.

Dans ces localités frontalières, Andlauer y mettait en observation les agents qui offraient leurs services et noua des relations étroites avec les commissaires spéciaux de police chargés du contre-espionnage. Point central du dispositif, Pontarlier devint un important centre de renseignements. Un officier du SR y fut détaché en permanence. Quantité de personnes y fut interrogée avec profit, notamment des rapatriés français et des déserteurs allemands venant de Suisse. Des rabatteurs spéciaux y envoyaient les plus intéressants par des sentiers de montagne comme ce déserteur alsacien, qui fut automobiliste au SR allemand de Lörrach. Pendant deux mois, il signala des personnes qu'il avait transportées dans son auto, ce qui permit des arrestations¹⁷⁴. Attaché au SR, l'Alsacien Chappel démasqua plusieurs Allemands et Suisses, qui se donnaient pour Alsaciens¹⁷⁵.

Au début de 1918, sur demande allemande, la police de l'armée suisse exerça une surveillance spéciale aux abords frontaliers de Pontarlier. Andlauer établit alors un poste plus au sud, à Divonne-les-Bains, une ville proche de Genève et située dans la zone franche. Comme pour la zone neutre, la circulation avec la Suisse y était à peu près libre. Semblable quoique moins importante que Pontarlier, cette antenne eut « une utilité incontestable »¹⁷⁶.

Les agents saboteurs en Suisse

Dès avant-guerre, le SR s'était préoccupé d'organiser des sabotages en Allemagne, y compris à partir du territoire helvétique. En 1910, le capitaine Lux incita son correspondant Sies à faire sauter le moment venu des dirigeables Zeppelins à Friedrichshafen au moyen d'un engin, qui avait la « forme de boîte à sardines, et inoffensif dans sa manipulation ». Andlauer prévint trois destructions. Deux concernaient des agents en Suisse qui devaient opérer dans le pays de Bade¹⁷⁷. Mais ces deux opérations échouèrent « à cause de son malheur de Bâle ». Début août 1914, la police bâloise arrêta le commerçant Adolphe Reisser en possession de renseignements militaires et d'engins explosifs entreposés dans la cave de sa maison. Alsacien originaire de Cernay, il les destinait à faire sauter une ligne de chemin de fer stratégique allemande. Il fut condamné à trois ans de prison et à l'expulsion à vie¹⁷⁸.

Pendant la guerre, Andlauer trouva assez facilement des complicités pour organiser la destruction de voies ferrées en arrière du front. Une opération de sabotage fut dirigée par le sous-lieutenant Zundel, un ingénieur chimiste diplômé de l'Ecole polytechnique de Zurich, qui avait déserté l'armée allemande en août 1914. L'objectif était la centrale hydroélectrique

allemande de Rheinfelden sur le Rhin à la frontière germano-suisse. Le 15 octobre 1916 vers 2 heures du matin, quatre agents chargèrent depuis la Suisse 44 bombes dans un bateau pneumatique. Les plus grosses auraient dû détruire les filets de protection et permettre aux plus petites d'atteindre les turbines de l'usine mais les premières explosèrent plus tôt que prévu. Les agents abandonnèrent leur canot avec 22 bombes à bord. La police helvétique les récupéra et procéda à plusieurs arrestations¹⁷⁹.

Enfin, le SR de Belfort participa au programme de guerre biologique menée par la « section des horreurs » du SR de Paris. Ce programme était une réponse à celui initié par l'Empire allemand et qui visait le ravitaillement en bétail. Il consistait à décimer le cheptel en utilisant des bacilles pathogènes comme la morve. Andlauer confia dans ses mémoires :

*« Sans me vanter d'avoir obtenu des résultats extraordinaires, je crois pouvoir affirmer que j'ai sur la conscience quelques centaines de porcelets de la région de Francfort, et aussi du gros bétail qui avait quitté en parfaite santé la Suisse à destination de l'Allemagne, et qui passa assez brusquement de vie à trépas au-delà de la frontière »*¹⁸⁰.

Des renseignements militaires et économiques sur la Suisse

Si les Empires centraux étaient la priorité du SR de Belfort, la Suisse n'en était pas moins espionnée dans le cas où ce pays se rangerait de leur côté. La collecte de renseignements la concernant monta en puissance au cours de la guerre. Ne faisant que quelques lignes en 1914, ceux-ci représentaient déjà un paragraphe entier (le VI^e) du bulletin de renseignements (BR) journalier du poste de Belfort en 1915. Des bulletins spécifiques lui furent consacrés en 1916 puis une annexe particulière de plusieurs pages au BR à la fin du conflit.

Des renseignements sur l'armée suisse

Les renseignements militaires portaient d'abord sur la composition et l'ordre de bataille de l'armée suisse. Une note de janvier 1917 énumérait tous ses corps de troupes et unités par canton¹⁸¹. Les emplacements de troupes et de matériel étaient identifiés quotidiennement grâce à une multiplicité de sources, dépouillement de la presse et de la correspondance, interception de pièces officielles, informateurs divers et interrogatoires de déserteurs. Ce fut ainsi qu'en mars 1916, un déserteur du bataillon 19 de la 2^e division de l'armée suisse indiqua l'emplacement de postes d'observation sur la frontière à proximité de Réchésy et de Boncourt. Tous ces observatoires étaient reliés télé-

phoniquement au QG de Delémont et quelques-uns avaient des vues sur les positions de batteries françaises de la région¹⁸². Ils servaient à surveiller le front et à renseigner l'armée suisse des intentions de ses deux voisins. Leur accès était strictement limité au personnel qui en assurait le fonctionnement, à l'exception de quelques officiels autorisés à les visiter¹⁸³. Un déserteur du bataillon de sapeurs n° 2 dévoila quant à lui le cantonnement de troupes de la 2^e division, de la frontière française à Laufon¹⁸⁴.

Des agents observaient le mouvement des troupes helvétiques et l'arrivée de matériel allemand en Suisse. Début février 1917 furent aperçus en gare de Delémont des militaires de la brigade 6 de la 2^e division, « qui n'avait pu jusqu'ici être identifiée »¹⁸⁵. De nombreux mouvements de troupes furent constatés dans le cadre de l'exécution de manœuvres vers Bâle et en Franches-Montagnes. On remarqua la venue à Porrentruy du colonel Treytorrend de Loys, commandant la 2^e division, et que son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Henri Guisan, s'était fait retenir un logement dans la ville, « comme devant y séjourner quelques jours »¹⁸⁶. De même, « une source paraissant sérieuse » révéla la livraison de trois batteries allemandes de 150 avec munitions à un officier supérieur suisse¹⁸⁷.

Des extraits des BR d'avril 1916 à février 1917 montraient que le SR s'intéressait à l'armement de l'infanterie helvétique comme les grenades et les mitrailleuses et au matériel d'artillerie (débouchoirs automatiques, essais et arrivées d'obusiers lourds)¹⁸⁸. Sur la valeur du matériel, Andlauer estimait que la Suisse était loin d'être dotée en artillerie lourde qui corresponde « aux nécessités de la guerre moderne ». À propos des fortifications, il pensait que celles des Rangiers ne paraissaient pas avoir « une grande valeur ». Elles n'étaient pas armées ces temps derniers et ne semblaient pas constituer comme le Hauenstein et Morat, un groupe de fortifications ayant une garnison permanente¹⁸⁹. L'insuffisance de la dotation en artillerie et en munitions fut effectivement un des points faibles de l'armée suisse pendant la guerre¹⁹⁰.

À la fin de 1917, « une personne très bien placée » fournit de mémoire à « un excellent informateur » des indications assez précises sur la ligne principale de résistance prévue par les autorités suisses en cas d'attaque française ou allemande. Elles évoquaient les travaux effectués dans la région des Rangiers consistant, par exemple, « en éléments de tranchées enterrées ». Soulignant les lacunes subsistantes, l'informateur estimait qu'il faudrait « un minimum de 15 jours pour mettre en état de résistance la ligne de résistance précitée ». Grâce à ces renseignements, Andlauer confectionna une carte de Porrentruy-Soleure montrant les dispositions de l'armée suisse en cas d'attaque. En rouge était tracée la ligne principale de résistance prévue dans les régions Les Rangiers-le Hauenstein et Les Rangiers-Morat¹⁹¹.

L'importance des renseignements tenait de la valeur des sources qui les apportaient. Fin 1915, « une personne sérieuse, qui avait pour parent

un officier de l'entourage du général Ulrich Wille», commandant en chef de l'armée suisse, rapporta, que selon ce dernier, le pays devait s'attendre à du nouveau pour le mois de mars 1916. Les travaux de fortifications de Hauenstein étaient poussés «très activement»¹⁹². L'une d'elle est aujourd'hui bien connue puisqu'il s'agit du lieutenant-colonel Arthur Fonjallaz, commandant le 8^e régiment d'infanterie suisse. Déjà, lors de la relève des troupes helvétiques à la frontière, il avait montré sa sympathie à la France. Le 24 février 1916, il prit contact à la frontière de Boncourt avec le commissaire spécial de Delle Busch. Il lui assura que nul incident ne pourrait survenir entre les soldats français et suisses car ces derniers étaient des Neuchâtelois. Il ajouta néanmoins :

*« Comme je tiens essentiellement à ce que les relations soient très cordiales, et qu'il ne survienne aucune difficulté, aucun froissement même, je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me signaler, à moi personnellement, le moindre incident, afin que je puisse remettre les choses au point. Vous n'aurez qu'à me faire téléphoner au 8^e régiment à Porrentruy, par l'officier de Boncourt, et je viendrai vous trouver à la frontière »*¹⁹³.

Le même mois, lors d'un bombardement sur Pfetterhouse, Seppois et Réchésy, il éconduisit un officier allemand d'artillerie, qui souhaitait observer Réchésy du haut de l'observatoire des Ebourbettes. Puis démobilisé, il offrit le 5 octobre 1916 ses services au SR de Belfort. Se présentant comme ayant « toujours été un ami de la France », il proposa de fournir tout renseignement demandé dans l'intérêt de ce pays, notamment sur les mouvements des troupes allemandes voisines et des éléments de l'interrogatoire des déserteurs allemands qui passaient en Suisse¹⁹⁴.

Les intentions de l'armée suisse en cas d'invasion allemande étaient scrutées avec attention. En février 1916, d'après un officier suisse, l'État-major général considérait comme « invraisemblable et même absurde » l'idée d'une violation du territoire par les Allemands. La brigade qui occupait l'Ajoie savait qu'elle devait se faire « hacher sur place » avant de céder un pouce de terrain. L'armée allemande se heurterait à « une résistance suisse opiniâtre », qui donnerait aux armées françaises le temps de se concentrer. D'autres Suisses contredisaient cette opinion. Les troupes dans l'Ajoie étaient « tout à fait insuffisantes » comme les pièces d'artillerie aux Rangiers¹⁹⁵. De fait, le SR apprit que l'État-major suisse avait prévu l'évacuation de l'Ajoie en cas d'offensive allemande¹⁹⁶. Une notabilité suisse le confirma : l'État-major considérait le pays de Porrentruy comme « indéfendable ». En cas d'une attaque en force, les troupes retraiteraient vers la position des Rangiers¹⁹⁷. Début mai 1916, le colonel de Loys confia que si une formidable armée allemande fonçait à travers la Suisse entre Constance et

Bâle avec Lyon pour objectif, la Suisse ne pourrait guère s'y opposer. Sur ses divisions, trois, la 4^e, 5^e et 6^e, auraient à peine le temps de se mettre sur pied. « Une attaque brusquée des Allemands nous désorganiserait »¹⁹⁸. En mai 1918, le SR reçut d'une « très bonne source » les résultats d'un *Kriegspiel* de l'État-major suisse en cas d'invasion allemande traversant le Rhin par trois points. Selon l'avis général, « dans les hautes sphères militaires suisses », l'armée fédérale ne pouvait résister que pendant huit à dix jours à une armée allemande, forte de 400 à 500 mille hommes et munie de son artillerie lourde. Le haut commandement suisse comptait que la concentration française se ferait durant cette période¹⁹⁹. Ce dernier pratiquait « une défense stratégique baptisée *Zweistufenmodell* », « à deux échelons », qui consistait à un combat retardateur dans le saillant de Porrentruy, le gros des forces restant sur le Plateau suisse²⁰⁰.

Enfin, le SR de Belfort se tint informé de la recherche helvétique de renseignement sur l'armée française. En mai 1917, il apprit que l'officier d'état-major de la 7^e brigade d'infanterie suisse était venu trouver à Boncourt une personne de toute confiance en vue d'obtenir des précisions comme l'arrivée du général de Castelnau à Delle. Le SR en concluait, d'après plusieurs autres informations sûres, que l'État-major suisse était assez mal renseigné sur ce qui se passait dans la région de Belfort et paraissait faire de gros efforts pour y remédier²⁰¹.

Des renseignements économiques

Les questions économiques prirent une importance croissante en raison du blocus des Empires centraux. Dès le début du conflit, le SR s'intéressa au ravitaillement du territoire helvétique et à l'approvisionnement des ennemis de l'Entente. Il remarqua, par exemple, que le commerce et le transit des marchandises par la Suisse se développaient entre l'Italie encore neutre et l'Empire allemand. Fin octobre 1914, « d'après des industriels suisses très compétents », les stocks de coton en Allemagne étaient près d'être épuisés mais des offres très avantageuses venaient d'être adressées très confidentiellement par une maison de Winterthur aux industriels allemands, qui pourraient en recevoir via Gênes²⁰². Une personne revenant de Suisse souligna que les recettes des chemins de fer fédéraux étaient en forte augmentation et que le transport de marchandises avait cru de 400'000 tonnes par rapport au mois de février 1914²⁰³. De même, selon « une personne très documentée », les représentants de grandes maisons allemandes avaient pu quitter le front pour faire leur tournée habituelle en Suisse et en Italie du Nord²⁰⁴.

L'entrée en guerre de l'Italie le 24 mai 1915 modifia cette situation. « Une personne sérieuse » revenant de ce pays signala une grande effervescence dans la Suisse italienne. À Lugano, les industriels étaient décidés

à renvoyer les Allemands très nombreux dans la région. La question du ravitaillement du Tessin préoccupait beaucoup les autorités²⁰⁵. À Zurich, un informateur, de retour d'un voyage dans l'Empire allemand, remarqua une quantité considérable d'Allemands qui avaient dû fuir précipitamment l'Italie. Ceux-ci ne manifestaient aucune animosité contre les Italiens et comptaient bien, une fois la guerre terminée, retourner dans ce pays²⁰⁶. « Une personne de Bâle généralement bien informée » annonça l'interruption du trafic entre l'Italie et l'Allemagne. Il révéla aussi que l'entreprise Eggimann-Lange à Laufenburg fournissait des tissus de soie à des maisons d'Angleterre et du Canada, qui transitaient par la France. Mais cette maison était essentiellement allemande, avait un personnel allemand et recevait d'Allemagne ses matières premières²⁰⁷.

L'enchérissement et la pénurie des denrées étaient de précieux indicateurs. Ainsi dès l'automne 1914, le SR remarquait que le pétrole devenait de plus en plus rare en Suisse²⁰⁸. Les vivres étaient très chers à Bâle comme en témoignaient les prix du pain, de la viande, des œufs et des pommes de terre²⁰⁹. Enfin, la dépendance économique de la Suisse se faisait de plus en plus sentir du fait des pressions des puissances belligérantes. Celles de l'Entente concernant le contrôle des exportations vers l'Allemagne étaient énergiquement soutenues par la presse romande alors que la presse alémanique s'en indignait. Selon cette dernière, l'Angleterre ne combattait pas uniquement pour des intérêts politiques mais aussi pour sa domination dans le domaine industriel et commercial²¹⁰.

Le SR de Belfort et l'affaire des colonels

L'affaire des colonels fut la plus célèbre affaire d'espionnage que connut la Suisse pendant la guerre. Fin 1915, le chef des services de renseignement de l'armée, le colonel Friedrich Moritz von Wattenwyl et son adjoint, le colonel Karl Egli, sous-chef d'Etat-major général, furent convaincus d'avoir transmis aux ambassades d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie le bulletin journalier de l'Etat-major général ainsi que des dépêches diplomatiques russes décryptées par les services suisses. Cette affaire déboucha sur un énorme scandale, qui contribua encore à approfondir « le fossé » entre la Suisse romande et italienne et la Suisse alémanique²¹¹.

Un rapport du SR de Belfort en éclaire d'une manière inédite quelques aspects. Le 15 février 1916, un déserteur suisse du 18^e escadron de dragons fut interrogé à Réchésy par Pierre Bucher. Nommé Hans Muller²¹², il était l'ordonnance du général Wille. Le 20 mai 1915, il fut chargé par le colonel Egli de porter au consulat d'Italie à Berne « le portefeuille de service en cuir, fermé à clef ». Il lui rapporta, dans ce portefeuille, un document du consul d'Italie. Lisant par-dessus l'épaule du colonel, Muller vit que le consul remerciait en langue allemande Egli du document reçu

et lui annonçait « à titre de remerciement » que dans cinq jours l'Italie déclarerait la guerre à l'Autriche. Egli annonça « la grande nouvelle » au général Wille. Celui-ci parut surpris et ne voulut pas y croire. Il demandait des preuves et paraissait se refuser à ordonner des déplacements de troupes que lui proposait Egli. Sur ces entrefaites, le colonel Theophil Sprecher von Bernegg, chef de l'état-major général, survint et pénétra à son tour chez le général. Le 23 mai, les bataillons 65 et 66 furent envoyés dans le Tessin.

Au cours des mois d'août, septembre et octobre 1915, Muller se rendit environ cinq fois avec le portefeuille fermé au consulat d'Allemagne et une fois au consulat d'Autriche. L'État-major ne semblait pas avoir de rapports avec le consul de France ni avec celui d'Italie depuis l'entrée en guerre de cette dernière. Au restaurant du Bernerhof, on voyait constamment ensemble les officiers d'État-major et les consuls d'Allemagne et d'Autriche. Muller et Abegg, ordonnances du colonel Egli, faisaient le service du bureau de l'État-major et rangeaient les cartes qu'ils connaissaient bien. Sur une grande table était étalée une carte suisse couverte d'une plaque de verre. Fin septembre 1915, ils virent posée dessus une carte intitulée Les Rangiers sur laquelle étaient indiquées en bleu les défenses et en rouge les batteries. Un instant après, Muller fut chargé de porter au consulat d'Allemagne le portefeuille en cuir. Il remarqua que la carte ne se trouvait plus sur la table. Entre midi et deux heures, en l'absence des officiers, Muller et Abegg examinèrent les casiers où étaient rangées les cartes et ne retrouvèrent pas celle des Rangiers. La fréquence des rapports des deux colonels avec les consuls d'Allemagne et d'Autriche frappa Muller et ses camarades à partir des mois d'été de 1915. Ils s'entretenaient souvent au restaurant Waldeck. Des voisins de table surprirent leurs propos. Fin novembre 1915, Muller et Kiener, ordonnances du colonel von Wattenwyl, furent conviés à se rencontrer avec le rédacteur en chef du *Berner Tagwacht* Greulich. Ils lui confièrent tout ce qu'ils savaient et tout ce qu'ils soupçonnaient. Ce dernier les invita à lui apporter des preuves mais ils s'en déclarèrent incapables. Entre le 5 et le 12 décembre 1915, Muller, Kiener et Abegg reçurent une autre invitation signée de Naine et Graber, députés socialistes au Conseil national de Neuchâtel. Ils se rencontrèrent avec eux chez le correspondant de la *Gazette de Lausanne* à Berne. Au cours de l'entrevue, Kiener affirma qu'il avait porté au consulat autrichien le plan des défenses du Splügen : il avait vu le colonel Egli mettre lui-même ce plan dans le portefeuille en cuir. Le 29 janvier 1916, les trois ordonnances furent brusquement arrêtées et mises au secret. Le 2 février, elles furent amenées devant le général Wille. Dans son bureau se trouvaient son premier adjudant le colonel divisionnaire Brügger, le lieutenant-colonel Bridler ?, l'aide de camp du général le major de cavalerie von Juvalta et le major Wille, fils du général :

« Le général Wille, en grande colère, apostropha vivement les trois ordonnances et s'en prit particulièrement à Muller, le traitant de « Halunke, Lausbube, Verräter » ²¹³ *indigne de porter l'uniforme suisse etc. etc. Il fut si violent que Muller perdit son sang-froid et insulta à son tour le général. Il prétend lui avoir dit : qu'il n'était pas un général suisse, mais allemand ; que la Suisse avait possédé de grands généraux, Dufour et Herzog, mais que lui n'était qu'un général de banquet ; qu'il était haï par tous les soldats et détesté par tout le monde... Wille écumant de colère aurait alors tiré son sabre et frappé Muller à l'épaule (on remarque en effet sur l'épaulette en métal du dragon la trace d'un coup violent) Muller, à son tour, voulut dégainer, mais le major von Juvalta lui asséna par derrière un coup de poing dans la nuque qui l'étendit à terre ».*

Emprisonné et menacé de conseil de guerre, Muller fut libéré le 12 février. Avec son camarade Kiener, il en profita pour désertre.

Muller fit d'autres révélations. Selon lui, le général Wille serait de caractère « extrêmement irascible ». Le major von Juvalta lui ressemblerait et s'entendrait parfaitement avec lui tandis que les colonels Egli et von Wattenwyl seraient généralement affables. Même en Suisse alémanique, le militarisme de Wille ne convenait pas à la majorité de ses compatriotes, qui le subissaient à contre-cœur. Les officiers supérieurs étaient nettement germanophiles et l'État-major général s'efforcerait de répandre toujours le bruit que la France se préparait à violer la neutralité suisse. « Jamais il ne serait question de l'envahissement du territoire par les Allemands ». Enfin, les dix-huit ordonnances de l'État-major général dont six étaient Vaudois étaient tous des socialistes ou des démocrates, de ces « Suisses libres », que révoltait le « militarisme prussien » de leurs officiers. Ils s'indignaient de voir leurs chefs à la dévotion des consuls d'Allemagne et d'Autriche et devinaient que, dans cette atmosphère, la neutralité suisse n'était plus respectée.

Cette affaire révélait l'antagonisme latent qui existait en Suisse « entre l'esprit démocratique, républicain, welche et l'esprit conservateur et militariste venant d'Allemagne » concluait Bucher dans son rapport de cinq pages. « Que von Wattenwyl et Egli soient convaincus ou non de haute trahison n'avait qu'une importance secondaire ». La Suisse, malgré le souci de sa neutralité, n'avait pu « à la longue rester étrangère à la lutte qui séparait le monde ». « Maintenant qu'elle avait éclaté, elle ne s'apaiserait pas de sitôt. Elle apparaîtrait surtout comme un conflit entre Suisses-Français et Allemands ». Il notait à ce sujet une formule qui avait souvent été rapportée de Suisse depuis quelques mois et que Muller avait exprimée à son tour spontanément, en affirmant qu'elle traduisait un sentiment très général :

« Si les Allemands violaient son territoire, toute la Suisse, sans distinctions, se lèverait contre les envahisseurs. Mais si c'étaient les Français, la Suisse romande refuserait de marcher contre eux »²¹⁴.

En mars 1916, un autre déserteur, natif d'Estavayer, confirma cette opinion. Il ajouta que dans les bataillons romands, pas un n'avait de sentiments allemands :

« Au poste des Ebourbettes, il y en a qui montraient le poing aux Boches. Ça n'allait plus du tout. Il y en a un, Godel, qui a toujours dit : « Ne me faites pas prendre la garde, sans quoi je ne pourrai pas me retenir d'en descendre un ». Et jamais on ne l'a mis de garde ».

Selon lui, les bataillons alémaniques étaient, au début de la guerre, tout à fait germanophiles alors que désormais une moitié tenait pour la France, l'autre pour l'Allemagne²¹⁵. Cette évolution des esprits était remarquée par un dernier déserteur, originaire de La Chaux-de-Fonds. Il prétendait que l'affaire des colonels, loin de désunir les Romands et les Alémaniques, les avait plutôt rapprochés. Depuis un an environ, ces derniers se détacheraient peu à peu de la cause allemande « par révolte contre les procédés barbares de l'armée allemande et par opposition contre le militarisme prussien qui envahissait l'armée suisse ». Le sentiment national s'était fortifié et « l'union des esprits dans l'armée n'aurait jamais été plus grande »²¹⁶.

Cette affaire provoqua de sérieux remous. Le bruit courut que la mobilisation ne se ferait pas sans accrocs si elle ne recevait pas une solution conforme aux désirs des Romands²¹⁷. D'après « une source sérieuse », les cartouches auraient été retirées aux hommes dans certaines unités suisses lors du procès des colonels fin février 1916²¹⁸. L'affaire avait amené du mécontentement dans la troupe mais toute attitude indisciplinée avait entraîné des punitions très sévères. Le verdict d'acquittement ne calma pas l'effervescence²¹⁹. Quelques incidents isolés se produisirent. Le 19^e bataillon sortit un jour à minuit dans la rue à Porrentruy, chantant *La Marseillaise*. Au capitaine qui cherchait à les calmer, les hommes déclarèrent : « Avec ce commerce qu'il y a à présent, on ne peut plus marcher ». Ils eurent vingt jours d'arrêts²²⁰.

Les contacts entre Egli et l'Italie confirment que le SR suisse pratiquait l'échange de renseignements avec diverses puissances selon le principe du « donnant donnant ». Lors de son procès, Egli l'appela « système de compensation », qui lui permit de connaître à l'avance certaines intentions allemandes²²¹. Néanmoins, la nature des documents transmis (plans des Rangiers et du Splügen) et l'arrêt de l'échange avec l'Italie font douter, comme le pensait une partie de l'opinion publique suisse, de l'impartia-

lité de l'État-major général. Celui-ci envisageait probablement l'hypothèse d'une guerre aux côtés des Empires centraux ainsi que le laisse entendre la lettre du 20 juillet 1915 du général Wille au conseiller fédéral Hoffmann où il considérait « le moment présent comme avantageux pour une entrée en guerre »²²². Le SR de Belfort resta attentif à une possible coopération germano-suisse. Une « source très sérieuse » révéla qu'Edouard Secrétan, directeur de la *Gazette de Lausanne*, aurait remis fin janvier 1916 au Conseil fédéral une lettre de l'aviateur suisse Lugrin. Ce dernier accusait l'État-major d'avoir envoyé en Allemagne, pour y donner des renseignements, un aviateur suisse ayant fait un stage d'aviation en France²²³. En tout cas, l'affaire des colonels plaça la Suisse « en position délicate par rapport à la France ». Elle poussa les autorités helvétiques à se rapprocher de ce pays au point de vue militaire²²⁴.

Le SR de Belfort et l'opinion publique suisse

Les bulletins suisses

De nombreux renseignements résultaient de sources ouvertes et du dépouillement de la presse étrangère. Jusqu'en décembre 1916, le commissaire spécial de Delle Busch fut chargé par Andlauer de se procurer en Suisse les journaux allemands, austro-hongrois et helvétiques destinés au GQG. Du 25 août 1914 au 31 mai 1915, ceux-ci provenaient d'une Suissesse nommée Erhard, qui tenait un kiosque à journaux à Porrentruy. Elle les expédiait à Boncourt à un sieur Monnier, qui les faisait passer à Delle. Après l'arrestation de Monnier par la police suisse en octobre 1914, cette mission fut confiée au chef visiteur des chemins de fer français Desboeufs puis, en décembre, à un autre habitant de Boncourt nommé Schertzinger. Parmi les journaux suisses se trouvaient le *Bund*, la *Basler Zeitung*, la *Zurich Zeitung*, le *Zurichpost*, le *National*, *Le Démocrate*, le *Journal de Genève*, *La Suisse*, etc²²⁵.

L'exploitation des journaux fut réservée à « l'Académie de Réchésy ». Dirigée par Pierre Bucher, cette annexe du SR était installée à proximité du front et de frontière germano-suisse. Chargée de l'interrogatoire de prisonniers, de déserteurs et d'espions, elle passait aussi au crible les renseignements économiques et politiques non urgents qu'Andlauer recevait par la Suisse. Mais sa mission consista surtout à suivre les fluctuations de l'opinion allemande grâce à la centaine de journaux et de revues auxquels s'abonnèrent « des amis de Bâle ». Composé d'intellectuels liés à l'Alsace-Lorraine, ce centre produisit, à partir du 16 janvier 1915, un *Bulletin de presse* quotidien, qui connut un énorme succès auprès des autorités françaises²²⁶.

Un *Bulletin suisse* fut instauré suivant le même principe. Il dépassait la dizaine de pages et les extraits de journaux helvétiques révélaient « les

désirs, les inquiétudes et les manœuvres qui se dessinaient dans les groupes dirigeants ». Au tournant de 1916-1917, une série de bulletins parut sur le thème de la paix. Dans celui intitulé *La presse suisse et la manœuvre allemande*, le SR constatait que les propositions de paix du chancelier allemand Bethmann-Hollweg avaient eu un incontestable succès en Suisse. Elles y avaient produit « grande impression » et une certaine « émotion populaire »²²⁷. Dans le bulletin *La Suisse et la paix*, la presse suisse fit également un excellent accueil aux tentatives politiques du président américain Wilson et du Conseil fédéral²²⁸. Le mouvement « pacifiste » était déclenché à travers le pays :

« Tout cet empressement à faire finir « le grand massacre » est bien suisse. Il tient d'abord à cet humanitarisme pieux qui de tout temps a été en honneur chez les Helvètes. Il s'explique aussi par une angoisse de plus en plus marquée de l'avenir. Enfin il n'est pas jusqu'à l'orgueil national qui n'ait sa part dans toute cette agitation dans les milieux influents, la Suisse conductrice des neutres, jouera un rôle primordial »²²⁹.

Dans *Les jugements de la presse suisse sur la réponse de l'Entente et les notes des Empires centraux*, le trait le plus fréquent et « on peut le dire le plus suisse » était l'espoir que ces documents laissent la porte ouverte aux négociations²³⁰. Dans *La Suisse et la proclamation de la guerre sous-marine à outrance*, le bulletin notait une grande agitation car la Suisse craignait de voir son ravitaillement empêché²³¹. Dans *La Suisse et la rupture entre les Etats-Unis et l'Allemagne*, le pays était déconcerté par la décision américaine mais une idée avait rallié « tous les Suisses sans exception » : s'attacher plus que jamais à la neutralité²³².

Enfin, Bertrand Schnetz, rédacteur en chef du *Démocrate*, journal de Delémont, rendit pendant la guerre « des services exceptionnels au péril de sa vie » au SR de Belfort²³³. Il s'agissait sans doute de faire paraître des articles favorables à la France ou de lui communiquer des informations confidentielles comme cette note du bureau de presse de l'État-major suisse, « destinée à ne pas être publiée ». La presse était invitée à ne rien écrire à propos de manœuvres ayant lieu dans le Jura en 1917, manœuvres considérées « comme des faits devant être tenus secrets dans l'intérêt de la défense nationale »²³⁴. En tout cas, de sérieux soupçons pesèrent sur sa personne. Le 25 novembre 1916, son appartement et les locaux du *Démocrate* furent perquisitionnés. Il fut suspecté de complicité dans la tentative d'attentat contre la centrale hydro-électrique de Rheinfelden car un formulaire d'acheminement du journal fut découvert avec l'explosif. Schnetz protesta, une polémique de presse s'ensuivit et l'affaire prit une dimension politique avec l'interpellation déposée à Berne au nom des députés fédéraux jurassiens²³⁵.

L'évolution de l'opinion publique

À partir de mai 1916, le SR de Belfort produisit des enquêtes détaillées sur l'état des esprits en Suisse, s'interrogeant sur sa neutralité et son attitude en cas d'invasion allemande.

Deux rapports concernaient les confidences qu'avait tenues le 5 mai 1916 le colonel de Loys, commandant la 2^e division, à une notabilité romande. Celui-ci était décrit comme un « loyal soldat incapable d'obéir à des mobiles bas » et jouissant d'un « prestige incontesté ». « Nous le suivrions partout » disaient ses soldats. Favorable à la discipline allemande, il s'entendait bien avec le général Wille mais était suspect aux officiers germanophiles, nombreux dans le haut commandement. De culture et de sympathies françaises, il était « avant tout suisse », « ardent et profondément patriote ». Le colonel regrettait que son gouvernement se laissât « marcher sur les pieds par les Allemands ». La Suisse était, sauf peut-être l'Ajoie, ouverte à leur espionnage. L'énervement populaire allait grandissant. De Loys s'inquiétait de l'avenir et du risque pesant sur l'unité nationale. Plutôt que la guerre civile, il préférerait « mille fois » que la Suisse se jetât dans la mêlée : « Notre union se referait devant l'ennemi ». Contrairement à son interlocuteur, il pensait que le pays tout entier se battrait contre une invasion française, même les Romands, quoique à contre-cœur. Il serait même beaucoup plus facile pour les Alémaniques de combattre les Allemands car l'opinion subissait à cet égard « une extraordinaire modification ». Depuis Verdun, la France gagnait des sympathies chaque jour. De Loys fut surpris de constater dans les bataillons de Soleure un revirement complet. Selon lui, la conviction de l'État-major en un danger français était ébranlée et Wille avait bien modifié ses idées à ce sujet. Il pouvait même confier que ce dernier était « de moins en moins « boche » ». Enfin, le colonel était maintenant convaincu de la victoire française mais elle tardait à venir. « C'est avec intention que de Loys répand la thèse du danger allemand », concluait le SR, afin de faire contre-poids à celle défendue par l'État-major et convaincre les Romands de la nécessité d'une armée forte²³⁶.

Un second rapport insistait sur ses opinions personnelles, sa défense de l'armée contre les tendances démocratiques de ses compatriotes :

« Nous avons laissé violer la Belgique, sans crier. Nous vivons dans une légende d'héroïsme, et en réalité nous sommes devenus des marchands de soupe [...] Nos gouvernants sont au-dessous de tout... des bourgeois égoïstes qui administrent le pays comme une maison de commerce [...] Notre pays est le refuge de la racaille ; les déserteurs, les espions, les embusqués du monde entier cherchent ici un abri. Nous sommes un immense hôtel, l'asile des sans-patrie, des malades et des fous. Tout ce qui est faible et tout ce qui est lâche vient chez nous ; nos femmes courent comme des hystériques après les trains de blessés. Nous cultivons le pacifisme

en serre et notre suprême orgueil serait d'être les négociateurs de la paix [...] Alors que tous les pays autour de nous se retrempent dans un bain d'héroïsme, nous ne songeons qu'à faire des affaires et à sauver nos hôtels [...] Si j'étais le maître, je flanquerais à la porte tous les étrangers, sans distinction, pour purger le pays de ce cosmopolitisme qui l'émascule et le tue. L'armée, Dieu merci, est saine [...] Avant la guerre c'était une milice, mais nous avons travaillé sans relâche et nous tenons là, maintenant, un instrument de premier ordre [...] Elle est l'épine dorsale du pays, elle le sauvera peut-être ».

Le SR estimait que de Loys était « à cette heure un élément utile », « peut-être précieux pour la France dans la lente évolution » qui la rapprochait de la nation suisse²³⁷. Le colonel Dupont le plaçait parmi les grands amis de la France car il parvenait souvent à convaincre les soldats français qui avaient déserté en Suisse de regagner leur armée²³⁸.

Benjamin Vallotton²³⁹ était un écrivain vaudois francophile. Il fonda le Fonds suisse romand en faveur des aveugles de guerre en France, auquel il versa les bénéfices de plusieurs de ses livres²⁴⁰. Aimant « avant tout son pays », il connaissait les milieux populaires romands et avait des contacts avec les paysans alémaniques et les cercles officiels. Interrogé, il expliquait les causes de la crise morale suisse, qui remontait au silence et à l'absence de réaction gouvernementale à la violation de la neutralité belge. Il entendit un modeste caporal vaudois s'écrier : « On s'est biffé de l'humanité ». À cela s'ajouta un malaise militaire. La discipline suisse avait « quelque chose de démocratique, de presque paternelle ». Et voici que l'on s'appliquait à créer des castes et par le *drill* à faire du soldat une machine. Des soldats s'exclamèrent : « C'est révoltant, ils font de nous des Boches ». Interpellé, le pouvoir politique se trouva désarmé. « Insensiblement, nous étions devenus un peuple de marchands ». La plus grande partie des intellectuels et des bourgeois de Suisse alémanique croyaient à la victoire allemande comme à un dogme. À l'étranger, on put croire à la disparition de l'esprit national suisse, alors que « le vrai peuple suisse » souffrait. Un paysan du canton de Zurich déclara à Vallotton : « On s'est aperçu qu'on était sous le rouleau compresseur, quand on était déjà à plat ventre ». Il fallut des mois de guerre pour que la France, « à force de ténacité et d'héroïsme », s'imposât « à l'estime et à l'admiration des Suisses allemands ». À la question de savoir si ceux-ci marcheraient contre les Allemands, Vallotton répondit par une anecdote : Un de ses amis romands, capitaine dans l'armée, se trouvait à Porrentruy, lorsque des obus allemands tombèrent sur la Suisse, près de la douane de Beurnevésin. Dans l'émoi général une communication téléphonique mal faite fit croire au colonel d'un régiment alémanique, que la frontière venait d'être violée par les Allemands eux-mêmes. En un instant l'alarme fut donnée et la rumeur courut de rang en rang : « Les Allemands sont chez nous ! ».

« Mon ami, le capitaine, qui assista au départ des troupes me disait tout ému : « Toute ma vie je verrai partir ces braves frères allemands pour la frontière ; ils avaient les mains crispées sur le fusil, des éclairs leur sortaient des yeux, et on avait le sentiment qu'ils auraient tout culbuté. Ah ! Que je suis content, j'ai retrouvé ma Suisse » » ».

« J'estime que vous pouvez regarder l'avenir avec confiance », finissait Vallotton, « les Allemands en tout état de cause ne sont pas prêts à envahir brusquement la Suisse ».

Le vaudois Maurice Muret aimait lui-aussi trop son pays « pour ne pas le comprendre ». Journaliste à la *Gazette de Lausanne*, il écrivait aussi dans la *Revue des Deux-Mondes* et le *Journal des Débats*. Pour lui aussi, les Romands avaient souhaité une protestation officielle contre la violation de la Belgique :

« Cet acte diplomatique eut été tout platonique, mais il eut sauvé notre honneur. Le gouvernement se tut. Voilà le grand grief des Romands, voilà le point de départ de la crise que nous traversons et qui, chaque jour, devient plus grave ».

Ses amis de Zurich et de Bâle remarquaient en Suisse alémanique la même évolution progressive et Muret fut frappé de voir combien la confiance en la victoire de la France était plus forte, y compris dans les milieux militaires. Toutefois, la situation politique et économique devenait « très pénible » et « très compliquée ». La guerre accentuait les divisions. En Suisse alémanique, on était plutôt favorable à la centralisation pour resserrer l'unité du pays alors qu'en Suisse romande, on voulait à tout prix sauvegarder l'autonomie cantonale. À l'exception des gouvernants et de certains officiers de l'État-major, la masse de la nation finissait par comprendre le danger d'une victoire de l'Allemagne. Elle signifierait la fin de l'indépendance de la Suisse :

« À l'heure qu'il est, il ne fait de doute pour personne que, si l'Allemagne tentait une violation de notre territoire, il n'y aurait ni défections ni hésitations dans l'armée suisse ».

Enfin, le point de vue des Suisses alémaniques se trouvait exposé dans une suite d'articles publiés par la revue allemande *Suddeutsche Monatshefte* et dans une étude d'Edouard Behrens de Berne. Ceux-ci étaient davantage résolus à maintenir toute entière leur indépendance à l'égard de l'Empire allemand²⁴¹.

Des relations furent nouées. En juin 1916, Vallotton fit la connaissance de Bucher et devint un de ses meilleurs amis. Deux mois plus tard, Muret

rendit visite au SR de Réchésy²⁴². Fin décembre, Vallotton fit de nouvelles confidences. Selon lui, le peuple suisse ne tolérerait aucune violation de sa neutralité. Le Conseil fédéral, malgré ses affinités germaniques, serait incapable de compromission, tout comme l'armée et son Général, un « brave homme, très franc, très patriote suisse ». Deux craintes obsédaient le gouvernement : être entraîné dans la guerre et voir s'ouvrir une crise économique. Comme la vie matérielle du pays dépendait du bon vouloir du gouvernement allemand, il souhaitait ardemment la paix : En l'attendant, il poussait à l'extrême le souci de ne pas susciter la colère de Berlin. Les conséquences de cette faiblesse étaient « une conception un peu spéciale, et certainement très timide » de la neutralité ainsi que des concessions économiques. En cas d'attaque, les Suisses combattraient mais ils savaient que leur armée n'était pas en état de résister pendant longtemps. Les Romands, « passionnément francophiles », sentaient bien que cette guerre était une lutte entre deux principes autant qu'entre deux nations : La France défendait, en même temps qu'elle-même, le droit à la vie des petits peuples. Enfin, les Allemands n'étaient pas prêts à envahir brusquement la Suisse²⁴³.

De nouvelles enquêtes

Une nouvelle enquête fut entreprise début 1917 auprès « d'un certain nombre de Suisses », qui étaient « en situation de connaître les idées des milieux officiels, soit diplomatique, soit politique ». Concernant le Conseil fédéral, on pouvait avoir confiance en ses dirigeants, Hoffmann, Schulthess, Motta, « des hommes intègres et dignes du vieil esprit confédéré ». Néanmoins le pouvoir militaire était toujours le maître et obtenait presque toujours ce qu'il exigeait. Mieux connu, le général Wille avait « fini par faire tomber, même dans la Suisse romande, les préventions dont il avait été longtemps l'objet ». Le colonel Sprecher était un chef d'état-major de grande valeur. Ce fut cette raison, et peut-être aussi, la crainte de froisser l'Allemagne, qui empêchèrent de le remplacer après l'affaire des colonels. Il ferait tout son devoir de Suisse, « de quelque côté que vienne le danger »²⁴⁴.

En février 1917, une notabilité suisse affirma que le loyalisme faisait de grands progrès, et qu'en cas de violation allemande, rien ne pourrait empêcher le peuple tout entier de marcher contre l'envahisseur²⁴⁵. Selon un officier alémanique, il ne fallait plus craindre une intervention militaire en faveur de l'Allemagne sans consultation préalable du Conseil fédéral. À l'État-major, les sympathies pour ce pays diminuaient. « C'était un sentiment nouveau venu de la conscience populaire et qui peu à peu s'imposait à toutes les classes de la société »²⁴⁶.

En août 1917, « une personnalité romande », sans doute encore Vallotton, assura que 95 % de la population helvétique se prononçait pour

la neutralité absolue. À la suite de l'incident Hoffmann²⁴⁷, le pays était vivement irrité contre ses autorités. Même la Suisse alémanique était prête à voir dans les Alliés, « les champions de la liberté et du droit ». Autrefois, lorsque les trains de rapatriés français la traversaient, la population assistait à leur passage, « les mains dans les poches, avec une indifférence voisine de la froideur ». Depuis trois ou quatre mois, elle offrait aux rapatriés des fleurs et un cri, toujours le même, les accueillait : « Vive la Liberté ! » Le Conseil fédéral recherchait toute occasion de se réhabiliter grâce à la forte personnalité de Gustave Ador, le nouveau titulaire du Département politique, qui avait toutes les qualités requises pour être un véritable chef de gouvernement. Les déclarations de guerre à l'Allemagne de certains États sud-américains avaient fait réfléchir les gens d'affaires. « L'intérêt commercial était d'accord avec les préférences sentimentales de tout vrai Suisse, conscient de sa tradition démocratique ». Enfin, malgré les officiers en majorité germanophiles, la troupe dans son ensemble était favorable à l'Entente et c'était « avec une véritable satisfaction qu'elle marcherait contre les Allemands »²⁴⁸.

En décembre 1917, « de bonnes sources » annoncèrent que les milieux militaires ne craignaient plus une violation de la neutralité. L'État-major s'efforçait même à montrer « un esprit fermement suisse et neutre ». Le gouvernement était préoccupé de l'avenir à causes des divisions politiques redevenues assez vives. La population appréhendait les difficultés économiques. Elle était cependant très satisfaite de l'accord conclu avec les États-Unis. Partout en Suisse, on demandait instamment la paix, que l'on croyait pour le printemps 1918²⁴⁹.

Le SR de Belfort et la Suisse en 1918

La Suisse et les grandes offensives

Le pays suivait le déroulement des grandes batailles en 1918. Selon « un bon informateur », son État-major estimait que les Alliés avaient reçu un gros coup lors de l'offensive allemande du printemps. D'après des officiers germanophiles, les Alliés seraient contraints à la défensive et les Allemands pourraient, « en renouvelant leurs attaques formidables », ébranler le front et forcer à signer la paix cette année. Certains ajoutaient qu'en France, la révolution suivrait cet échec. Les officiers francophiles étaient inquiets : du fait des réserves fortement entamées, ils pensaient presque impossible au général Foch de déclencher une contre-offensive²⁵⁰. D'après le dépouillement de lettres, l'opinion suisse ne marqua qu'une « assez médiocre attention » à la seconde bataille de la Marne en juillet 1918 mais s'émut un mois plus tard des victoires françaises. Dans les milieux romands, on était « unanime à se réjouir et à prévoir la défaite allemande ». En Suisse alémanique,

la majeure partie de la population semblait satisfaite. Selon « un très bon informateur », « les Bâlois les moins suspects de sympathie francophile » avaient « même manifesté leur joie devant les victoires françaises ». Toutes les correspondances espéraient de ces dernières « une prompte paix »²⁵¹.

La grippe espagnole

Le SR de Belfort fournit des renseignements sur la propagation de la grippe espagnole en Suisse. À la mi-juillet 1918, toutes les lettres en provenance de ce pays trahissaient un véritable affolement. On assurait qu'il y avait des milliers de décès, que le gouvernement et les chefs militaires cachaient la vérité et que le front était moins dangereux que la grippe²⁵². Son origine et sa nature restaient obscures. Aussi le traitement était-il empirique et le mal ne cessait de s'étendre. Le gouvernement, assez inactif au début, prit des mesures drastiques. Il ajourna les relèves et mobilisations, multiplia les congés et interdit les manifestations publiques. Les églises, les écoles, les théâtres furent fermés. La vie publique était « actuellement suspendue en Suisse ». L'opposition s'empara de ce fléau pour attaquer violemment le service sanitaire. À travers lui, les Romands, les socialistes et une partie de la droite visaient le général Wille, protecteur du colonel Hauser, médecin inspecteur général. Le Conseil fédéral dut prescrire une enquête²⁵³. À la mi-août, d'après une « bonne source », l'épidémie était en forte décroissance dans l'armée : il n'y avait, « depuis quelques jours, presque plus de cas mortels »²⁵⁴. Un premier bilan fut tiré. Les régions les plus atteintes furent l'Ajoie, le Jura bernois, les cantons de Neuchâtel et de Genève et par la suite, le Haut-Valais et le Tessin. Berne fut très touchée avec 22'000 cas dont 350 mortels. Zurich malgré 30'000 cas n'avait que 40 décès. L'armée fournit 11'000 cas et plus de 450 morts. On observa dans un hôpital 25 % de décès. Le total des morts s'élevait à peu près à 1'500. La mortalité était toujours due à la broncho-pneumonie, qui paraissait accompagnée d'une septicémie aiguë et d'une albuminurie abondante. La mort était foudroyante » elle se produisait en trois jours²⁵⁵. En octobre, la grippe reprit avec virulence et avait tendance à s'attaquer davantage aux enfants²⁵⁶. Cette seconde vague fut encore plus dévastatrice. La Suisse compta, de juillet 1918 à juin 1919, 24'500 victimes.

La grève générale

Cet événement fut également couvert par le SR, qui s'inquiétait d'une contagion hors des frontières helvétiques. Le 5 novembre, il annonça que le Conseil fédéral venait de mobiliser quatre régiments et toute la cavalerie d'élite. Cette mise sur pied avait été déterminée par la crainte d'un mouvement révolutionnaire à Zurich²⁵⁷. D'après « plusieurs très bons infor-

mateurs», les bolchévistes avaient préparé leur action avec une méthode remarquable et un secret absolu. Le gouvernement ne connut «le complot» qu'au dernier moment. L'arsenal de Zurich fut fermement gardé et des patrouilles parcouraient la ville. Ces mesures auraient empêché les révolutionnaires de déclencher leur mouvement dans la nuit du 6 au 7. Les milieux bourgeois et industriels suisses s'alarmaient de plus en plus et leur crainte était entretenue par les industriels allemands avec lesquels ils étaient en relation²⁵⁸. Plusieurs bonnes sources indiquèrent que le comité d'Olten, qui regroupait des socialistes et des syndicalistes suisses, invitait la classe ouvrière à organiser une grève de protestation de 24 heures. Cette grève se réalisa complètement à Bâle : tous les magasins cessèrent le travail, aucun tramway ne circula mais l'ordre ne fut pas troublé. Par contre, à Zurich, la grève ne fut que partielle et des désordres se produisirent. Des grévistes voulurent incendier la caserne mais furent repoussés. Les correspondances trahissaient une peur réelle de la population²⁵⁹. La situation s'aggrava encore. Le Conseil fédéral refusa d'accéder aux revendications du comité d'Olten. Son attitude énergique décida ce dernier à capituler le 14 novembre²⁶⁰. La grève générale déclencha «un véritable traumatisme» et «une peur de la révolution» dans la bourgeoisie suisse. Le SR n'eut pas une analyse différente. Pourtant, malgré les 250'000 ouvriers en grève, les institutions ne furent jamais réellement menacées²⁶¹.

Conclusion

Le SR de Belfort fut un des postes les plus performants du renseignement français pendant la Première Guerre mondiale. Ses sources de premier ordre, en grande partie alsaciennes, trouvèrent de précieux relais en territoire helvétique. En tant que SR d'aile, situé à droite du front et s'étendant à travers la Suisse, il fut amené à créer de nouvelles annexes à la frontière, de plus en plus décalées vers le sud. Sa recherche concernant la Confédération portait principalement sur l'état de sa neutralité et la situation de son armée en cas d'invasion allemande.

L'Armistice de 1918 n'arrêta pas son activité. «Sérieusement comprimé», il ne conserva que ses annexes suisses. Devenu SR d'Alsace à Strasbourg en 1919, il eut pour nouvelle mission de se renseigner sur l'Allemagne du Sud, la Suisse du Nord et le Tyrol²⁶². En 1925, ses antennes de Bâle et Zurich furent démantelées. Replacé en 1927 à Belfort et camouflé en service des communications militaires, il continua à se renseigner et d'opérer en Suisse car ce pays demeura «un des principaux champs de bataille de la guerre secrète en Europe occidentale». Il le devait «à sa position géopolitique comme à la présence de la Société des Nations»²⁶³.

- ¹⁴⁰ Lux, Charles, *L'évasion du capitaine Lux racontée par son auteur*, Paris, Les œuvres représentatives, 1932, 237 p. Dupont, Charles, *Mémoires du chef des services secrets de la Grande Guerre*, Paris, Histoire & Collections, 2014, p. 87-100.
- ¹⁴¹ Service historique de la Défense, archives de la Guerre (SHD GR), 1K173, Conférence faite à l'État-major de l'armée par le lieutenant-colonel Andlauer le 24 octobre 1925, p. 7.
- ¹⁴² SHD GR, 7NN320, Andlauer à chef du SR Paris, 25 juillet 1913.
- ¹⁴³ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 8-9.
- ¹⁴⁴ Ladoux, Commandant, *La guerre secrète en Alsace*, Paris, Librairie des Champs Élysées, 1934, p. 23.
- ¹⁴⁵ Lahaie, Olivier, *La guerre secrète en Suisse (1914-1918). Espionnage, propagande et influence en pays neutre pendant la Grande Guerre, Tome 1: 1914-1915*, Saint-Denis, Editions Connaissances et Savoirs, 2017, p. 50 et 52.
- ¹⁴⁶ Sawicki, Gérald, «Paoli Schwartz, le «dernier prisonnier de guerre allemand» de la Première Guerre mondiale», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 233, janvier-mars 2009, p. 25-26.
- ¹⁴⁷ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 17.
- ¹⁴⁸ *Journal du général Edmond Buat 1914-1923*, Paris, Ministère de la Défense-Perrin, 2015, p. 33-34.
- ¹⁴⁹ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 17-21.
- ¹⁵⁰ Weck, Hervé de; Roten, Bernard, *Jura et Jura bernois pendant la Première Guerre mondiale*, Delémont, Editions D + P SA-Société jurassienne des officiers, 2017, p. 152. Nicolai, Colonel, *Forces secrètes*, Paris, Nouvelle revue critique, 1932, p. 34. Ladoux, Commandant, *op. cit.*, p. 23-24 et 61. *Gazette de Lausanne*, 4 août 1914.
- ¹⁵¹ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 7 et 16.
- ¹⁵² *Ibid.*, p. 23-25.
- ¹⁵³ SHD GR, 7NN2708, Andlauer à chef du SR du GQG, 6 et 7 juillet 1918.
- ¹⁵⁴ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 28-29. Nicolai, Colonel, *op. cit.*, p. 75.
- ¹⁵⁵ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 27.
- ¹⁵⁶ SHD GR, 16N1230, SR Belfort, 15 juin 1915.
- ¹⁵⁷ SHD GR, 7NN2797, SR Annemasse à SR Paris, 5 février 1916.
- ¹⁵⁸ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 21-22, 32-34 et 36.
- ¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 30-31.
- ¹⁶⁰ Dubail, André, «Les relations transfrontalières entre le Jura bernois et les pays belligérants dans le secteur des trois frontières (1914-1918)», in: Weck, Hervé de (éd.), *Des deux côtés de la frontière: Le Jura bernois, les régions françaises et alsaciennes avoisinantes pendant la Première Guerre mondiale*, Porrentruy, Société jurassienne des officiers, 2012, p. 84.
- ¹⁶¹ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 31.
- ¹⁶² Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), 98AL700, Notes concernant la surveillance des relations entre Alsaciens et Suisses à la frontière de Pfetterhouse, février 1916.
- ¹⁶³ Savant de réputation mondiale, l'un des premiers introducteurs de l'insuline en France après-guerre.
- ¹⁶⁴ SHD GR, 1K173, Deuxième Partie Verdun, p. 34-35 et Conférence, p. 26. ADBR, 121AL129, Rapports concernant Léon Blum et Edmond Stoerr proposés pour la Légion d'honneur, 24 juin 1919.
- ¹⁶⁵ Jules Wallart (1870-1944) fut après 1918 maire de Saint-Louis et président du Conseil général du Haut-Rhin.
- ¹⁶⁶ Sawicki, Gérald, «Surprise inévitable ou bataille prévisible? Les services de renseignement et la bataille de Caporetto (1917)», in: Barey, Morgane; Bourcart, Jean (éd.), 1917. *L'année trouble*, Rennes-Paris, PUR/SHD, 2019, p. 90.
- ¹⁶⁷ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 34.
- ¹⁶⁸ Nicolai, Colonel, *op. cit.*, p. 74.
- ¹⁶⁹ SHD GR, 7NN2327, Commandant en chef des armées françaises de l'Est à président du Conseil, 28 juin 1919.
- ¹⁷⁰ Dès avant-guerre, Pierre Bucher (1869-1921) fut l'âme de la «résistance» à l'Allemagne en Alsace annexée.
- ¹⁷¹ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 34-35.
- ¹⁷² *Ibid.*, p. 35-36.
- ¹⁷³ SHD GR, 7NN2708, Andlauer à chef du SR du GQG, 7 juillet 1918. Note remise le 29 mai 1918 par le lieutenant Barthélemy du contrôle postal de Pontarlier.
- ¹⁷⁴ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 37-38 et 40.
- ¹⁷⁵ SHD GR, 7NN2708, Andlauer à chef du SR du GQG, 7 juillet 1918.
- ¹⁷⁶ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 39.
- ¹⁷⁷ Sawicki, Gérald, «Aux origines lointaines du «service action». Sabotages et opérations spéciales en cas de mobilisation et de guerre (1871-1914)», *Revue historique des armées*, n° 268, 2012, p. 20-21.
- ¹⁷⁸ Vuilleumier, Christophe, *La Suisse face à l'espionnage 1914-1918*, Genève, Editions Slatkine, 2015, p. 26-27. SHD GR, 1K173, Conférence, p. 13 et 15-16. *Gazette de Lausanne*, 27, 28 août et 30 septembre 1914.
- ¹⁷⁹ Albertelli, Sébastien, *Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance*, Paris, Perrin, 2016, p. 113.
- ¹⁸⁰ SHD GR, 1K173, Conférence, p. 54.
- ¹⁸¹ SHD GR, 16N1198, SR Belfort, 11 janvier 1917.
- ¹⁸² SHD GR, 7N1604, SR Belfort, 12 mars 1916.
- ¹⁸³ Dubail, Emmanuel, «L'organisation défensive du front de la Largue, côtés français et allemand (1914-1918)», in: Weck, Hervé de (éd.), *op. cit.*, p. 54.
- ¹⁸⁴ SHD GR, 7N1604, SR Belfort, 12 mars 1916.
- ¹⁸⁵ SHD GR, 16N1198, SR Belfort, 7 février 1917.
- ¹⁸⁶ *Ibid.*, 15 mars 1917.
- ¹⁸⁷ *Ibid.*, 2 février 1917.
- ¹⁸⁸ *Ibid.*, 12 février 1917.
- ¹⁸⁹ *Ibid.*, Andlauer à général commandant la 7^e armée, 12 février 1917.
- ¹⁹⁰ Langendorf, Jean-Jacques; Streit, Pierre, *Face à la guerre. L'armée et le peuple suisses. 1914-1918/1939-1945*, Gollion, Infolio, 2007, p. 59, 104 et 127-129.
- ¹⁹¹ SHD GR, 7N1604, SR Belfort, 1^{er} décembre 1917.
- ¹⁹² *Ibid.*, 25 décembre 1915.
- ¹⁹³ *Ibid.*, Commissaire spécial de police (CSP) de Belfort, 26 février 1916.
- ¹⁹⁴ *Ibid.*, Entretien avec le lieutenant-colonel Arthur Fonjallaz, commandant le 8^e régiment d'infanterie suisse (le 5 octobre 1916).
- ¹⁹⁵ *Ibid.*, 18 février 1916.
- ¹⁹⁶ *Ibid.*, 12 février 1916.
- ¹⁹⁷ *Ibid.*, 5 février 1916.
- ¹⁹⁸ *Ibid.*, 6 mai 1916.
- ¹⁹⁹ SHD GR, 7N1601, SR Belfort, 24 mai 1918
- ²⁰⁰ Weck, Hervé de; Roten, Bernard, *op. cit.*, p. 14, 59, 62 et 70.
- ²⁰¹ SHD GR, 16N1198, SR Belfort, 23 mai 1917.
- ²⁰² SHD GR, 16N1228, SR Belfort, 31 octobre 1914.
- ²⁰³ SHD GR, 16N1230, SR de Belfort, 6 mai 1915.
- ²⁰⁴ *Ibid.*, 20 mai 1915
- ²⁰⁵ *Ibid.*, 22 mai 1915.
- ²⁰⁶ *Ibid.*, 21 mai 1915.
- ²⁰⁷ *Ibid.*, 30 mai 1915.
- ²⁰⁸ SHD GR, 16N1228, SR Belfort, 4 novembre 1914.
- ²⁰⁹ SHD GR, 16N1230, SR de Belfort, 30 mai 1915.
- ²¹⁰ *Ibid.*, 20 juin 1915.
- ²¹¹ Langendorf, Jean-Jacques; Streit, Pierre, *op. cit.*, p. 102-104. Note d'éditeur: Voir également le très récent ouvrage de Fritz Stoeckli, *L'affaire des colo-*

- nels (1915-1916). *Révélation d'archives*, Slatkine, Études historiques, Genève, 2020.
- 212 Né à Volketswil en 1889, Muller fit partie de l'escorte affectée à l'Empereur Guillaume II lors des manœuvres suisses de septembre 1912. Ce dernier leur parla « avec bonté, les interrogeant sur l'élevage et l'entretien des chevaux dans l'armée suisse ».
- 213 Canaille, coquin, traître.
- 214 ADBR, 98AL700, Rapport sur un déserteur suisse, 16 février 1916.
- 215 *Ibid.*, Interrogatoire d'un déserteur suisse, 24 mars 1916.
- 216 *Ibid.*, 11 mars 1916.
- 217 SHD GR, 7N1604, SR Belfort, 11 février 1916.
- 218 *Ibid.*, 4 mars 1916.
- 219 *Ibid.*, 12 mars 1916.
- 220 ADBR, 98AL700, Interrogatoire d'un déserteur suisse, 24 mars 1916.
- 221 Lahaie, Olivier, *op. cit.*, Tome 2 : 1916-1917, p. 66-67 et 128-129. Weck, Hervé de; Roten, Bernard, *op. cit.*, p. 157 et 173.
- 222 Elsig, Alexandre, « L'heure de « brandir le sabre » ? Anticipations et réactions suisses face à l'entrée en guerre de l'Italie », in : Barbier, Claude; Turpin, Frédéric (éd.), *Les Pays de Savoie en 1915 : au cœur des enjeux internationaux*, LLSETI & La Salévienne, Chambéry, 2016, p. 33.
- 223 SHD GR, 7N1604, SR Belfort, 11 février 1916.
- 224 Langendorf, Jean-Jacques; Streit, Pierre, *op. cit.*, p. 99 et 104.
- 225 SHD GR, 7NN2327, CSP Strasbourg, 23 août et CSP Delle, 13 novembre 1922.
- 226 Loth, Gisèle, *Un rêve de France. Pierre Bucher, une passion française au cœur de l'Alsace allemande*, Strasbourg, La Nuée Bleue/DNA, 2000, p. 179-276.
- 227 SHD GR, 16N1198, SR Belfort, 19 décembre 1916.
- 228 *Ibid.*, 31 décembre 1916.
- 229 *Ibid.*, 1^{er} janvier 1917.
- 230 *Ibid.*, 15 janvier 1917.
- 231 *Ibid.*, 4 février 1917.
- 232 *Ibid.*, 8 février 1917.
- 233 Archives du ministère des Affaires étrangères, 90CPCOM48, Notes de Jules-Albert Jaeger et pour le président du Conseil, 4 mars 1924.
- 234 SHD GR, 16N1198, SR Belfort, 15 mars 1917.
- 235 Weck, Hervé de; Roten, Bernard, *op. cit.*, p. 184-185.
- 236 SHD GR, 7N1604, SR Belfort, 6 mai 1916.
- 237 *Ibid.*, 28 mai 1916.
- 238 Dupont, Charles, *op. cit.*, p. 147.
- 239 Benjamin Vallotton (1877-1962) fut l'auteur de *Ce qu'en pense Potterat*. Fils d'un pasteur de Lausanne, il avait une mère française, épousé une Alsacienne et 17 cousins dans l'armée française.
- 240 Clavien, Alain, « Les intellectuels suisses et la Grande Guerre. Un engagement vigoureux » in : Rossfeld, Roman; Buomberger, Thomas; Kury, Patrick (éd.), *14/18. La Suisse et la Grande Guerre*, Neuchâtel, Editions Livreo-Alphil, 2019, p. 117-118.
- 241 SHD GR, 7N1604, SR Belfort, 28 mai 1916.
- 242 Loth, Gisèle, *op. cit.*, p. 231-232 et 235-237.
- 243 SHD GR, 7N1600, SR Belfort, 27 janvier 1917.
- 244 SHD GR, 16N1198, SR Belfort, 25 janvier 1917.
- 245 *Ibid.*, 7 février 1917.
- 246 *Ibid.*, 15 février 1917.
- 247 Impliqué dans des négociations de paix germano-russes, Arthur Hoffmann dut démissionner du Département politique en juin 1917.
- 248 SHD GR, 7N1604, SR Belfort, 15 août 1917.
- 249 *Ibid.*, 30 décembre 1917.
- 250 SHD GR, 7N1601, SR Belfort, 11 avril 1918.
- 251 SHD GR, 7N1602, SR Belfort, 16 août 1918.
- 252 *Ibid.*, 19 juillet 1918.
- 253 *Ibid.*, 1^{er} août 1918.
- 254 *Ibid.*, 15 août 1918.
- 255 *Ibid.*, 19 août 1918.
- 256 *Ibid.*, 12 octobre et 1^{er} novembre 1918.
- 257 SHD GR, 7N1602, SR Belfort, 5 novembre 1918.
- 258 *Ibid.*, 7 et 8 novembre 1918.
- 259 *Ibid.*, 9 novembre 1918.
- 260 *Ibid.*, 11 et 14 novembre 1918.
- 261 Buomberger, Thomas, « Rhétorique de combat, peur de la révolution et gardes civiques. La grève générale de novembre 1918 », in : Rossfeld, Roman; Buomberger, Thomas; Kury, Patrick (éd.), *op. cit.*, p. 330-331.
- 262 Sawicki, Gérald, « La guerre est finie, la guerre secrète continue. Les services de renseignement français en Alsace recouvrée (1918-1924) », *Revue d'Alsace*, n°144, 2018, p. 74.
- 263 Forcade, Olivier, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008, p. 173-175, 244 et 250.

